



LE LIEVRE ET LA TORTUE ?

Jean-François Bayart*

La politique étrangère se dessine à l'intersection des contraintes du système international et du style personnel du président de la République. Sur la plupart des grands dossiers, les deux candidats auraient une politique assez comparable, faute d'autres choix possibles : prévaudront une politique de rigueur et de désendettement dans le cadre européen, la modernisation de l'arme nucléaire en dépit de son coût, le maintien dans l'OTAN, le retrait de l'Afghanistan, l'impuissance face à la tragédie syrienne ou aux militarismes asiatiques. Mais les conditions de leur élection et leur psychologie feraient une vraie différence, bien que l'un et l'autre communient dans une même incapacité à renouveler les problématiques, par défaut d'imagination patent dans l'appréhension de l'immigration, de l'économie politique de la drogue, des « printemps arabes », de la montée des pays émergents, de l'environnement, et dans l'élaboration d'une stratégie réaliste de *soft power*.

Réélu, Nicolas Sarkozy sera prisonnier de sa fuite en avant nationaliste et otage des promesses qu'il a consenties à l'extrême droite. Il aura perdu le bénéfice du travail sur soi qu'il avait effectué pour se poser en homme d'Etat et sera ramené à un statut de trublion, qui plus est xénophobe, menaçant de détricoter la construction européenne. En bref, un nouveau Viktor Orban, mais au cœur de l'Euroland. Il sera aussi en charge de résoudre des crises dans lesquelles sa responsabilité est engagée et face auxquelles il aura donc moins de marges de manoeuvre, comme celles de l'après-Kadhafi en Libye, de la guerre civile au Mali, de l'impasse de l'engagement militaire en Afghanistan. Pour ce faire, il restera piégé par le type de politique étrangère qu'il a incarnée, faite de volontarisme et d'improvisations, et dépourvue de tout service après-vente, ainsi que l'ont démontré le sauvetage d'Idriss Deby au Tchad, en passant par pertes et profits l'opposition légale, la médiation entre la Russie et la Géorgie, au prix de l'intégrité territoriale de cette dernière, et l'embrasement du Sahel, du fait de la militarisation de la lutte contre le terrorisme et de l'intervention en Libye.

Elu, François Hollande changera de méthode. Il réhabilitera le ministère des Affaires étrangères, sinistré et marginalisé. Il renoncera au classement des civilisations. Il remettra à l'ordre du jour l'aide publique au développement, mais sans guère de moyens pour l'abonder. Il se gardera de recourir aux armes en Afrique subsaharienne et tournera le dos aux réseaux d'influence traditionnels, ses finances électorales dussent-elles en pâtir. Il lèvera le veto à la candidature de la Turquie à l'Union européenne, mais lui posera la condition de la reconnaissance du génocide des Arméniens. Il rappellera les troupes d'Afghanistan, mais ne pourra le faire aussi vite qu'annoncé. Il maintiendra les sanctions à l'encontre de l'Iran, mais en ménageant certains intérêts français, à l'instar de ce que font les Etats-Unis avec les leurs. Il poursuivra la quête d'un partenariat stratégique, aussi impossible que nécessaire, avec la Russie, mais avec moins de complaisance. Il rééquilibrera la relation avec Israël sans remettre en cause l'amitié de la France. Il se heurtera lui aussi à l'intransigeance de l'Algérie, et se gardera à son tour de dénoncer son jeu trouble dans le Sahara. Il abrogera la circulaire Guéant à l'encontre des étudiants étrangers, mais ceux-ci resteront aux prises avec une administration dressée à les harceler. Il sera moins impérieux

avec ses partenaires européens, mais aussi ferme sur ce qu'il estimera être les intérêts de la France. Ce qui ne lui évitera pas de devoir trouver un compromis avec l'Allemagne sur la maîtrise de la dépense publique.

En bref, François Hollande fera preuve d'un plus grand doigté, mais sans sortir des paramètres de la politique étrangère de la Ve République. C'est peu, diront les uns. C'est considérable, penseront les autres, affligés par l'altération de l'image de la France dans le monde. De fait on imagine mal un François Hollande s'aliéner avec autant de brio que Nicolas Sarkozy des Etats aussi importants pour nos intérêts que le Mexique ou la Turquie.

Le paradoxe de ce quinquennat aura été de s'achever sur un Président-candidat dont la crédibilité internationale est entachée, et de voir son compétiteur, parfait inconnu au bataillon des nations, revêtir les habits de Président sans attendre d'être élu, et en étant soudain conforté par son choix, jadis décrié, d'amender le pacte budgétaire européen – une idée iconoclaste à laquelle se résignent maintenant le FMI, la BCE et plusieurs gouvernements conservateurs. Une élection à front renversé ! Mais dont le troisième tour - les législatives - risque de ne pas conforter la main diplomatique du vainqueur, quel qu'il soit, tant son résultat est devenu tributaire de l'extrême droite.

***Jean-François Bayart, directeur de recherche au CNRS,
ancien directeur du CERI (1994-2000).**